

L'eau, élément vital, mérite un débat global

ANALYSE

Léa Sanchez

Journaliste au service Planète

Alors que la gestion de l'eau est une question complexe, qui recouvre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux, la politique gouvernementale en matière hydrique se focalise sur le domaine agricole.

Publié le 29 juin 2026 à 06h37, modifié le 29 juin 2026 à 11h58 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Les inondations du début de l'année apparaissent comme un lointain souvenir. Alors que l'été commence, les sols sont assoiffés et les rivières se tarissent. Quant aux nappes souterraines, leurs niveaux disparates et leurs tendances à la baisse préfigurent une saison difficile dans plusieurs départements. C'est un avant-goût de ce qui attend la France, alors que la crise climatique bouleverse le cycle hydrologique. La moindre disponibilité de l'eau douce, notamment l'été affecte tout le monde : écosystèmes aquatiques, irrigants, industriels, collectivités et leurs



 sanchez@lemonde.fr 

projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole se concentre sur la « sécurisation » des apports en eau de la profession. Le texte, examiné par le Sénat à partir de lundi 29 juin, après son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale, a été considérablement étoffé de mesures de dérégulation supplémentaires par la commission des affaires économiques du Palais du Luxembourg. Son adoption pourrait, entre autres, affaiblir les processus de concertation locaux en matière de gestion de l'eau.

De nombreux chercheurs, hydrologues, collectivités et associations alertent sur des reculs majeurs, à la fois environnementaux et démocratiques. Les représentants des industriels s'inquiètent, de leur côté, des répercussions sur leur propre activité, comme en témoigne une note du Medef, dont une version a été rendue publique, jeudi 25 juin, par le média *Contexte*. Dans ce document, l'organisation patronale déplore ne pas avoir été « associée » à un texte qui fait « évoluer en profondeur les règles de gouvernance de la politique de l'eau et la répartition des usages ».

Multiple pollutions

L'eau est une question complexe, qui recouvre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Segmenter le débat en ne discutant de ce patrimoine commun que par le prisme d'une catégorie d'acteurs – le monde agricole, en particulier celui qui pratique l'irrigation et représente 7 % de la surface agricole utile – exacerbe les tensions. Il serait préférable d'ouvrir une réflexion démocratique plus vaste quant à la gestion de l'eau, à son partage et à sa préservation.

D'autant que les écoulements de nos rivières et de nos nappes sont de plus en plus convoités, et subissent de multiples pollutions non seulement agricoles, mais aussi industrielles.



Dans un champ de blé, à La Champenoise (Indre), le 12 juin 2026. CYRIL CHIGOT POUR « LE MONDE »

Une piste pourrait être de travailler sur une loi plus large et transversale. La ministre de la transition écologique, Monique Barbut, n'a pas écarté cette option, lors de l'examen du projet de loi d'urgence à l'Assemblée nationale. « *Il nous faudra rapidement une loi sur l'eau, qui porte sur l'ensemble des usages* », a-t-elle estimé, le 21 mai. Plusieurs spécialistes de l'eau appellent à des discussions. « *Il est temps de mettre en œuvre un débat apaisé sur les véritables enjeux de la politique de l'eau* », réclamait, par exemple, dès juillet 2025, la Fédération nationale de la pêche en France et de la protection des milieux aquatiques. Un an plus tard, l'organisation persiste : Hamid Oumoussa, son directeur général, y voit l'occasion, entre autres, de « *rediscuter* » du concept de sobriété.

« *C'est moins une loi sur l'eau qu'il nous faudrait qu'une loi sur la gestion quantitative de celle-ci, qui viendrait rappeler que l'eau est le préalable au développement de tous les usages* », estime, quant à lui, Philippe Marc, avocat au barreau de Toulouse et spécialiste du droit de l'eau. Il ne s'agit pas là d'opposer les agriculteurs au reste de la France. De nombreux paysans font d'ailleurs évoluer leurs pratiques pour limiter la pollution dans les rivières ou encore faire en sorte de mieux conserver l'eau dans les sols. La profession, ses attentes et ses difficultés sont plurielles, même si sa diversité peine à se faire entendre à l'échelle nationale.

Lire aussi | [« Je voulais faire une agriculture propre » : en Mayenne, des éleveurs réduisent la pollution aux nitrates, permettant à leurs vaches de pâturer davantage](#)

Pourtant, sur la scène politique, le débat est très polarisé. « *Ouvrir le chantier [d'une nouvelle loi sur l'eau] dans le contexte parlementaire actuel expose à des reculs environnementaux* », juge Alexis Guilpart, de France Nature Environnement, qui appelle à appliquer le droit existant. Pour l'heure, les enjeux de l'eau restent, au même titre que la politique d'adaptation au changement climatique, largement sous-traités par les responsables politiques et par les futurs candidats à l'Elysée. Qu'en sera-t-il en 2027, à l'issue de l'élection présidentielle ?

Tâche immense

Toutefois, des tentatives d'inflexion apparaissent. Jeudi 25 juin, aux côtés de plusieurs autres parlementaires, l'ancienne ministre de la transition écologique Agnès Pannier-Runacher a annoncé la

création d'un groupe de travail transpartisan consacré à l'eau. Ce rassemblement d'une vingtaine de députés et de sénateurs entend renforcer la prise en compte des enjeux hydriques dans l'élaboration des politiques publiques.

Événement

Les Amphis de l'info

À l'heure de l'IA et des réseaux sociaux, l'info se questionne : aux « Amphis de l'Info » des journalistes viennent à votre rencontre.

[Découvrir](#)

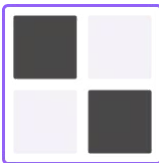
Si le champ de leurs propositions est large, ces dernières rappellent l'importance de la gouvernance locale de l'eau et la nécessité d'appréhender chaque bassin dans toutes les composantes de son cycle, des ruisseaux jusqu'à l'océan. La tâche est immense, comme l'a montré l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi d'urgence agricole. A l'instar de plusieurs députés de droite, la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, s'est émue devant les députés des volumes d'eau douce « *qui partent à la mer* ».

En réalité, ces mètres cubes ne sont pas perdus : ils charrient, par exemple, des nutriments jusqu'aux côtes, alimentant notamment le phytoplancton. Autre illustration de la nécessité d'une approche globale : les apports issus des nappes souterraines soutiennent les débits de bien des rivières l'été, et permettent de les rafraîchir. Comme le disait joliment Anne Sylvestre dans sa chanson de 2000, *Le Lac Saint-Sébastien* : « *Ils sont étranges, ces humains (...). Je crois qu'ils ne font pas le lien entre toutes les eaux du monde.* »

Léa Sanchez (Journaliste au service Planète)

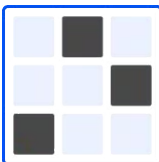
Jeux

[Découvrir](#)



Mots croisés mini

Profitez de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant



Mots croisés

Chaque jour une nouvelle grille de Philippe Dupuis



Mots trouvés

10 minutes pour trouver un maximum de mots

[Voir plus](#)

Partenaires

Guides d'achat avec Le Monde

[Les meilleurs aspirateurs robots](#)

[Les meilleurs hubs et docs USB-C](#)

[Les meilleures poubelles de tri](#)

[Les meilleurs robots pâtisseries](#)

[Les meilleurs cuiseurs à riz](#)

[Les meilleurs chargeurs de piles](#)

[Les meilleures liseuses électroniques](#)

[Tous nos guides](#)



**Calculez votre
empreinte carbone et votre
empreinte eau**

en seulement 10 minutes

[Faire le calcul](#)